

# MESURES D'INSERTION ET DURABILITÉ : RÉFLEXIONS AUTOUR D'UN PROJET DE PROGRAMME D'EMPLOI ALIMENTAIRE

Zertifikatsarbeit von Blaise Fattebert

Septembre 2013

Universität Bern, Zertifikatskurs Nachhaltige Entwicklung (CAS NE)

---

Entre 20 et 30 assurés au Revenu d'insertion – sur plus de 300 – suscitent 80% des interventions de police à Sainte-Croix, qui compte 4'600 habitants. L'ampleur du phénomène est confirmée par les statistiques cantonales. Saisie de deux motions à ce sujet, la Municipalité a rédigé un rapport-préavis à l'attention du Conseil communal. Il en ressort que l'attractivité locative de la région serait le facteur déclenchant de la migration socio-économique à l'origine de cette concentration d'assurés au revenu d'insertion, dont certains contreviennent de manière intense et régulière à différents règlements. Inspirées du contenu des motions, les premières mesures proposées par l'exécutif sont contrastées. Elles offrent tantôt des perspectives prometteuses bien qu'imprécises d'actions concertées, tantôt des solutions a priori rapides à mettre en œuvre, dont le succès ne semble cependant pas garanti au vu de l'inefficacité des mesures existantes dont elles sont inspirées.

En marge des débats officiels, l'idée développée dans le présent travail de certificat de créer un programme d'emploi alimentaire vise la relance du processus d'insertion d'une catégorie de bénéficiaires de l'aide sociale dont l'encadrement semble inadéquat. Excepté un montant destiné à l'argent de poche de l'assuré, la prestation légale d'entretien serait quotidiennement fournie en nature ou sous forme de bons ne pouvant servir à l'achat d'alcool ou de tabac. Son intégralité serait garantie à la condition que la personne assignée au programme fasse acte de présence et de participation symbolique aux activités de l'organisme d'utilité publique qui l'accueillerait. Des mesures d'encadrement seraient à définir, sur la base de celles prévues dans le cadre des programmes d'emploi temporaire et des mesures d'insertion sociale. Le programme d'emploi alimentaire ne pourrait être assimilé à l'un ou à l'autre, et le qualifier de socio-professionnel restituerait mal sa dimension communautaire, constitutive de la problématique de départ et qui devrait l'être tout autant pour les solutions préconisées.

En vérifiant la conformité de ce projet de programme d'emploi alimentaire à la stratégie durable de l'Etat de Vaud, il est possible d'en évaluer la pertinence politique au niveau théorique. Cette analyse est conçue comme un préalable à une éventuelle expérience pilote que la Commune de Sainte-Croix pourrait mener en collaboration avec les autorités cantonales et le réseau socio-sanitaire existant.